

## **DECLARATION CFDT EFRP CSE 10 OCTOBRE 2024**

**Pour la CFDT Education Formation Recherche Publiques, il est impératif de sanctuariser le budget de l'éducation.**

La stratégie du coup de rabot qui semble retenue par le gouvernement s'annonce sévère. Si cela devait être confirmé, ce serait l'annonce d'un grave renoncement aux ambitions pour les jeunes générations, et une aggravation des fragilités du système éducatif.

On voit bien, déjà maintenant, comment le coup de rabot 2024 empêchent le travail et donc la réalisation des missions de service à la population :

- Plus d'HSE dans les EPLE et donc extinction de projets pédagogiques, de dispositifs de type devoirs faits, heures de soutien et difficultés plus importantes encore pour le remplacement de courte durée
- Insuffisance, voire fin des remboursements des frais de déplacement : les agents se déplacent à leurs frais (ce qui est inacceptable) ou ne se déplacent plus et donc le service ne peut être réalisé correctement. D'ores et déjà, des PsyEN, des personnels RASED, des personnels médicaux, sociaux et de santé, des personnels d'inspection sont concernés.

**Dans un contexte de manque d'attractivité des métiers de l'éducation**, où les conditions de travail provoquent une augmentation des démissions et des demandes de rupture conventionnelle des personnels, le pays a besoin de maintenir un haut niveau d'investissement dans son système éducatif à la fois pour les enseignants mais aussi pour les élèves.

**La baisse démographique qui s'amorce doit être l'occasion d'améliorer l'accompagnement de tous les enfants et jeunes dans une logique résolument inclusive et tournée vers l'émancipation et la réduction des inégalités.** Cet accompagnement des jeunes que nous souhaitons repose aussi sur les politiques de jeunesse auxquelles il faut redonner du souffle et de la cohérence.

Dans l'immédiat, **l'abandon du SNU, en plus de permettre des économies**, redonnera du temps aux personnels du ministère et des services déconcentrés pour fédérer, coordonner les acteurs éducatifs dans les territoires et penser des politiques de jeunesse plutôt que de juxtaposer des dispositifs.

Cette amélioration qualitative améliorera par le même temps les conditions d'exercice des personnels en leur permettant de retrouver le sens de leur travail. Cela est nécessaire mais non suffisant. Le ministère ne peut pas faire l'impasse du sujet des rémunérations. En effet, la majorité des personnels de l'éducation nationale ont vu leur pouvoir d'achat diminuer du fait de l'inflation. Ce n'est pas acceptable.

**L'annonce du Premier ministre du non-remplacement systématique des agents qui ne sont pas en contact avec les citoyens et citoyennes nous inquiète fortement.** Notre ministère est sous-administré de manière chronique, le déploiement des applications RenoiRH et [Op@ale](#) a un impact considérable sur le travail des personnels qui les utilisent avec une dégradation des conditions de travail.

**Il n'est pas envisageable d'aggraver la situation, car cela dégraderait l'organisation du service public dans son ensemble, et dégraderait encore les conditions de travail des personnels des fonctions supports, alors que les risques psychosociaux sont déjà très élevés.**

L'éducation ne doit donc pas seulement être un coût mais bien un investissement sur l'avenir de notre société et envers les futurs citoyens.